

# En Thaïlande, l'unité du royaume a volé en éclats

mercredi 21 avril 2010, par [GAILLARD Eric](#), [OURDAN Rémy](#), [RAHMAN Roslan](#) (Date de rédaction antérieure : 20 avril 2010).

## Sommaire

- [Bangkok : les opposants \(...\)](#)
- [Le quartier financier de \(...\)](#)
- [Le pouvoir, fragilisé, charge](#)
- [Le gouvernement thaïlandais](#)

## Bangkok Envoyé spécial

Même les Thaïlandais vivant au rythme des crises que traverse le royaume depuis 2006 s'y perdent un peu... L'affrontement principal oppose les « chemises jaunes », monarchistes et défenseurs des élites aristocratiques et financières de Bangkok, aux « chemises rouges », paysans, ouvriers et défavorisés nostalgiques de l'ex-premier ministre Thaksin Shinawatra, ainsi que des démocrates contestant la légitimité politique des élites au pouvoir.

Mais il faut aussi compter avec les « chemises roses », des « jaunes » reconvertis depuis qu'ils ont marqué les esprits par leur radicalité. Avec les « pastèques », « verts à l'extérieur et rouges à l'intérieur », soldats en treillis sympathisants présumés des « rouges », qui seraient réticents à participer à une répression. Avec ceux que la rumeur a baptisé les « chemises noires », ces mystérieux paramilitaires qui auraient déclenché la fusillade meurtrière du 10 avril (vingt-cinq morts). Aux dernières manifestations des « jaunes-roses », d'autres se disaient « multicolores », et d'autres encore plus poétiquement « arc-en-ciel », pour « *la paix entre les couleurs* ». Une jeune fille, l'air las, finissait par s'affirmer « *daltonienne* ».

Si cette guerre des couleurs est source d'éclats de rire, elle est aussi porteuse de crises à répétition, et surtout révélatrice d'une division profonde de la société. Derrière le mythe d'un peuple uni derrière le plus ancien souverain de la planète, le vénéré Bhumibol Adulyadej, 82 ans dont soixante-quatre de règne, et derrière des politiques évoluant sous l'ultime contrôle d'une armée reine des coups d'Etat, la Thaïlande se fractionne.

Dans le camp des « rouges », qui manifestent à Bangkok depuis le 14 mars, réclamant le départ du premier ministre, Abhisit Vejjajiva, et l'organisation d'élections parlementaires, la colère gronde. Sur les nattes des protestataires, qui occupent le quartier commercial de Ratchaprasong, la misère de la Thaïlande s'étale, entre un paquet de riz et une photographie jaunie de Thaksin. Et la rage foudroie les élites et un système politico-militaire plus controversé que jamais.

« *Nous voulons la démocratie, et vivre bien.* » Wicha Puangkaew vient du village de Maehongson, dans le Nord. Il est ouvrier dans le bâtiment et gagne 300 bahts (7 euros) par mois. Il regrette le gouvernement de Thaksin Shinawatra (2001-2006), parce qu'il fut élu par le peuple certes, mais surtout parce que « *même si Thaksin était corrompu lui aussi, nous vivions bien* ». L'ex-premier ministre, milliardaire autoritaire, avait lancé des programmes sociaux comme jamais le pays n'en

avait connu, notamment un accès facilité aux prêts bancaires et un plan de santé permettant à chaque Thaïlandais de se faire soigner dans un hôpital pour 30 bahts.

Après le départ de Thaksin en exil suite au coup d'Etat militaire de 2006, ces programmes n'ont pas été arrêtés, mais le gouvernement souffre de son absence de légitimité. Depuis la crise économique, le fossé entre la capitale et le pays rural est béant, l'arrogance des élites criante, la redistribution des richesses inexistante.

Le moine Pongpra Kantaveero est venu de Loei, dans le Nord-Est. Il a rejoint les « rouges », « *par pitié pour le peuple* ». « *Tout est une question d'absence de justice*, murmure Pongpra. *Les »rouges« sont les manants de la société thaïlandaise.* » L'homme à la robe safran dit souhaiter la même chose que tous les « rouges » : « *justice* » et « *égalité* ».

Sur la place du monument de la Victoire, où « jaunes », « roses » et « multicolores » se rassemblent, appelant le gouvernement et l'armée à résister aux « rouges », l'ambiance est plus urbaine, décontractée, mais les mots frappent fort. « *Les »rouges« détruisent le pays*, dit Opis Paungboo, une juriste. *Ils sont pauvres, pas éduqués, manipulés. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la démocratie.* » « *Ils viennent des classes inférieures* », renchérit Jakkrit, un étudiant.

« *Les »rouges« lancent un véritable défi à cette société* », pense le professeur de sciences politiques Sirote Klampaiboon, signataire d'une lettre d'universitaires, pro-« rouges » ou indépendants, appelant à des élections législatives. « *Il ne faut pas les sous-estimer. Il n'y a pas, avec eux, que de pauvres paysans du Nord, mais également beaucoup d'habitants de Bangkok et de gens des classes moyennes. Thaksin avait ouvert la vie politique à une nouvelle élite, à de nouveaux capitalistes, il avait commencé à révolutionner le système...* »

Thaksin, malgré ses dérives et ses défauts, avait contribué à lever le voile qui recouvrait les fractures de la Thaïlande en se préoccupant du bien-être des Thaïlandais, un rôle traditionnellement dévolu au roi et dont ce dernier a fort peu fait usage. L'armée et les « jaunes » y ont également contribué en facilitant l'installation d'un pouvoir perçu comme illégitime. Les « rouges » y contribuent aujourd'hui, par leur intransigeance.

Malgré le risque de violences, l'ouvrier Wicha restera à Bangkok, avec ses amis « rouges », « *jusqu'à la chute du gouvernement* ». Tout juste concède-t-il qu'il a déjà fait trois allers-retours au village pour, avoue-t-il d'un sourire malicieux, « *vérifier que ma femme est toujours à la maison* ».

La Thaïlande a découvert qu'elle était désunie, peut-être pour longtemps irréconciliable. Et que la libération de la parole, qui frappe le gouvernement et l'armée, et parfois même la maison royale, était irrémédiable. Cette liberté, cette ivresse, provoque autant de plaisir que de peur. Et une réelle incertitude dans l'avenir.

## **Rémy Ourdan**

\* Article paru dans le Monde, édition du 21.04.10. | 20.04.10 | 15h01 • Mis à jour le 21.04.10 | 09h24.

---

## **L'OPPOSITION DEMANDE UNE AUDIENCE AU ROI BHUMIBOL**

Le président du premier parti de l'opposition en Thaïlande a demandé, lundi 19 avril, une audience

avec le roi Bhumibol dans l'espoir de parvenir à une issue à la crise politique. Chavalit Yongchaiyudh, président du parti Puea Thai (premier parti de la Chambre basse), ancien chef du gouvernement à la fin des années 1990 et considéré comme proche de l'ex-premier ministre en exil Thaksin Shinawatra attendait, mardi, une réponse du secrétariat du roi. Un roi silencieux depuis l'éclatement de la crise, il y a plusieurs semaines. - (AFP.)

---

## **Bangkok : les opposants renoncent à manifester dans le quartier financier**

REUTERS/ERIC GAILLARD

### ***L'armée a été déployée dans le quartier financier de Bangkok.***

Alors que l'armée thaïlandaise a prévenu, mardi 20 avril, qu'elle autorisait ses troupes à faire usage de leurs armes dans certaines conditions, face aux milliers d'opposants qui occupent plusieurs secteurs de la capitale, ces derniers ont finalement renoncé à manifester dans le quartier financier, bouclé par des centaines de militaires depuis lundi.

La situation reste très tendue à Bangkok, dix jours après des violences politiques sans précédent en près de vingt ans qui ont fait 25 morts. Les « chemises rouges », partisans de l'ancien premier ministre Thaksin Shinawatra, réclament la démission de l'actuel chef de gouvernement, Abhisit Vejjajiva, qui a de nouveau rejeté lundi soir une telle hypothèse.

### **RESPONSABILITÉS**

L'organisation non gouvernementale Amnesty International a demandé mardi que les responsabilités soient établies en Thaïlande sur la soirée du 10 avril, au cours de laquelle 25 personnes ont été tuées et plus de 800 blessées dans des affrontements entre manifestants et militaires. Les manifestations des « chemises rouges », qui ont juré de faire tomber le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, ont dégénéré pendant quelques heures. Les autorités ont confié une enquête sur les événements de cette soirée tragique au Département des enquêtes spéciales de la police.

*« Les parties impliquées dans le conflit politique doivent cesser immédiatement toute violation des droits de l'homme », a indiqué Amnesty International. L'organisation a salué « la décision du gouvernement thaïlandais d'ouvrir rapidement et de façon impartiale une enquête et demande que soient établies les responsabilités dans les violences commises à la fois par les forces de sécurité et les manifestants ».*

Amnesty International a par ailleurs demandé à l'opposition, y compris l'ex-premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, *« de demander clairement à ses partisans de s'abstenir de nouvelles attaques violentes contre leurs adversaires politiques ».*

Le pouvoir affirme que de mystérieux « terroristes » s'étaient mêlés aux manifestants lors des affrontements. Les « chemises rouges » ont de leur côté accusé les militaires d'avoir fait feu contre des militants désarmés. *« L'armée a fait usage de moyens létaux dans ces opérations, alors que des manifestants ont également fait usage d'armes et de grenades », a souligné Amnesty.*

Lundi, l'armée thaïlandaise s'est déployée pour protéger le quartier financier de Bangkok

d'éventuelles manifestations, alors que les « chemises rouges » contrôlent désormais un immense quartier en plein cœur de la capitale.

---

## **Le quartier financier de Bangkok bouclé par l'armée**

REUTERS/ERIC GAILLARD

A Bangkok, des soldats ont investi le quartier des affaires, dimanche 19 avril. Des centaines de soldats thaïlandais se sont déployés dans la nuit de dimanche à lundi pour protéger le quartier financier de Bangkok d'éventuelles manifestations antigouvernementales, premières manœuvres importantes depuis les affrontements sanglants du 10 avril. Les militaires et policiers anti-émeutes, dont une partie en armes, se sont déployés et ont amassé des stocks de fils barbelés pour protéger le quartier de Silom, cœur économique et financier de la capitale, où les « chemises rouges » avaient promis de manifester.

« *S'ils viennent à Silom, nous bloquerons les 'chemises rouges'. Nous ne les attaquons pas, nous les bloquons seulement* », a indiqué un soldat sous couvert de l'anonymat aux agences. Les « rouges », partisans de l'ex-premier ministre en exil Thaksin Shinawatra, réclament depuis plus d'un mois la démission du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva et ont pris le contrôle d'un vaste quartier touristique et commercial de la capitale.

### **ULTIMATUM**

Une offensive militaire le 10 avril pour les déloger d'une artère de la vieille ville, plus à l'ouest, avait tourné à la débâcle. L'armée avait dû renoncer après de violents combats de rue, qui avaient fait 25 morts et plus de 800 blessés. Le pouvoir accuse depuis des « *terroristes* » non identifiés d'avoir ouvert le feu en profitant du chaos. Des images ont, depuis, montré des individus vêtus de noir et cagoulés, équipés d'armes de guerre. « *Il y a plusieurs unités actuellement armées pour se protéger des attaques des terroristes qui se cachent parmi les manifestants* », a indiqué à l'AFP Panitan Wattanayagorn, porte-parole du gouvernement. « *L'idée de reprendre le contrôle de la zone demeure, mais les responsables devront décider quand et comment, pour éviter les affrontements* », a-t-il ajouté. La nuit a été particulièrement tendue, les « rouges » affirmant qu'une nouvelle attaque de l'armée était imminente alors que les militaires prenaient position.

Samedi 18 avril, les leaders « rouges » ont annoncé leur reddition le 15 mai prochain. Mais ils ont aussi réaffirmé leur détermination d'ici là à poursuivre leur bras de fer avec le gouvernement. Une nouvelle manifestation est prévue mardi 20 avril.

La Thaïlande est profondément divisée entre les « rouges », qui ont juré de faire tomber le gouvernement d'Abhisit, et leurs ennemis jurés, les « chemises jaunes », qui souhaitent le voir rester en place avec le soutien des élites de Bangkok, palais royal compris. Dimanche, le mouvement royaliste des « jaunes » est pour la première fois intervenu dans cette crise, en lançant un ultimatum d'une semaine au gouvernement pour qu'il mette un terme aux manifestations, suscitant des craintes sur ce qui pourrait advenir d'un face-à-face entre les groupes ennemis. Le premier ministre, enjeu central de cette crise, a pour sa part exclu de démissionner et n'envisage pas d'élections avant la fin de l'année.

## **Le pouvoir, fragilisé, charge l'armée de rétablir l'ordre à Bangkok**

Bangkok Envoyé spécial

Les « chemises rouges » redoutent un nouvel assaut. Après avoir échoué à arrêter les chefs de la contestation, vendredi 16 avril, le gouvernement thaïlandais a transféré à l'armée ses pouvoirs de police. Le premier ministre, Abhisit Vejjajiva, apparaît plus fragilisé que jamais, et c'est le chef de l'armée, Anupong Paojinda, qui est chargé de rétablir l'ordre à Bangkok, où les partisans de l'ex-premier ministre Thaksin Shinawatra, déposé en 2006 par un coup d'Etat militaire, manifestent depuis le 14 mars.

Le gouvernement est passé à l'action dès la fin des festivités de Songkran, le Nouvel An bouddhiste. Informée d'une réunion entre chefs « rouges » dans un hôtel, hors du périmètre que les protestataires occupent à Rachaprasong, le quartier des affaires, la police a encerclé le bâtiment et poursuivi les opposants dans les étages. En vain. Tous se sont échappés, prenant des officiers en otage pour protéger leur fuite.

Revenu parmi ses compagnons, Arisman Pongruangrong est salué chaleureusement. Sa fuite a été rocambolesque. Il est descendu le long du mur, agrippé à des câbles électriques, sous l'oeil des caméras. Célèbre chanteur de pop, Arisman est recherché pour avoir dirigé l'assaut contre le Parlement le 7 avril. Il avait déjà mené une action d'éclat en 2009, lors d'une réunion des dirigeants d'Asie du Sud-Est à Pattaya, obligeant la Thaïlande à annuler le sommet.

*« Ce gouvernement qui nous appelle des »terroristes« a donné l'ordre à la police de me tuer, dénonce Arisman. Mais je n'ai pas peur. »* Juste après sa fuite de l'hôtel, Arisman avait appelé à la « guerre » contre le gouvernement et à la « traque » du premier ministre. Quelques heures plus tard, à Rachaprasong, le héros du jour tempère ses ardeurs. *« Entre le gouvernement et nous, c'est une guerre des idées, pas une guerre à mort, dit-il. Et lorsque je parle de »traque« , je dis simplement qu'Abhisit ne peut plus diriger ce gouvernement. Nous devons le chasser du pouvoir. »*

### **« DOUBLE LANGAGE »**

Pour le premier ministre, réfugié dans un camp militaire à Paholyothin, dans les faubourgs de Bangkok, depuis le début des manifestations, ces arrestations ratées sont un nouvel échec. M. Abhisit n'est parvenu à calmer les « rouges » ni par la négociation, offrant de dissoudre le Parlement et d'organiser des élections d'ici à la fin de l'année 2010, ni par la force, un assaut s'étant soldé le 10 avril par une déroute des forces de sécurité et la mort de 23 personnes.

*« Les Thaïlandais comptent sur le gouvernement pour rétablir l'ordre », martèle le porte-parole de M. Abhisit, Panitan Wattanayagorn, rencontré dans les bureaux provisoires du gouvernement, au 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie. « La négociation est la seule solution. Nous sommes prêts à amender la Constitution, à créer un environnement politique stable, à relancer l'économie, puis à mener la nation vers des élections, dit-il. Mais le scrutin ne peut pas avoir lieu trop tôt, sinon la campagne ne pourra pas avoir lieu sereinement. »* Panitan Wattanayagorn dénonce le « double langage » des « rouges » : *« Ils se disent démocrates mais occupent le Parlement, ils se disent démocrates mais*

*menacent les forces de sécurité, ils se disent pacifiques mais ont des armes. »*

Critiqué après ces échecs à endiguer la crise, appelé par certains à organiser des législatives au plus vite comme le réclament les « chemises rouges », le gouvernement doit aussi tenir compte de la pression de ses partisans, monarchistes, milieux financiers et « chemises jaunes ». Le passage de relais à l'armée est ainsi interprété comme le signal d'une intervention militaire imminente.

Le chef de l'armée, Anupong Paojinda, qui dirige une institution désireuse de se situer au-dessus de la mêlée politique, fut cependant le premier, après les combats du 10 avril, à appeler à un accord sur la date de prochaines élections. Rien ne dit donc qu'un assaut contre les « rouges » est inéluctable. Les généraux auront sans doute, comme toujours en Thaïlande, le dernier mot, mais les intentions d'Anupong Paojinda, qui prendra ses décisions en liaison avec les conseillers du roi Bhumibol, restent impénétrables.

## **Rémy Ourdan**

\* Article paru dans le Monde, édition du 18.04.10. | 17.04.10 | 15h11 • Mis à jour le 18.04.10 | 15h23.

---

## **Le gouvernement thaïlandais lance une opération pour arrêter des leaders des « chemises rouges »**

AFP/ROSLAN RAHMAN

Une opération lancée vendredi matin par les forces de l'ordre pour interpellier six chefs des « chemises rouges », qui manifestent contre le gouvernement thaïlandais depuis plus d'un mois, a échoué, ont annoncé les manifestants et les autorités. Les forces spéciales avaient été envoyées vendredi matin dans un hôtel du nord de la capitale où se trouvaient les responsables « rouges » ainsi que « des terroristes », soupçonnés d'avoir participé aux violences qui ont fait vingt-trois morts, samedi, en marge des manifestations.

Les manifestants projetaient de marcher vendredi en direction des sièges des chaînes de télévision, qu'ils accusent de faire une couverture tendancieuse de la situation politique. Suthep Thaugsuban, le vice-premier ministre thaïlandais, a ordonné aux forces de l'ordre de protéger le siège des chaînes de télévision et de « réagir énergiquement » si les manifestants venaient à les envahir. Le premier ministre, Abhisit Vejjajiva, doit intervenir à la télévision, a-t-il annoncé. « Nous arrêterons et réprimerons les terroristes. Nous avons déployé des forces spéciales chargées de les rechercher », a-t-il expliqué.

Cette opération a fait remonter la tension à Bangkok, qui avait baissé ces derniers jours avec les célébrations festives du Nouvel An bouddhiste.

Les chaînes de télévision ont montré l'un des leaders « rouges », Arisman Pongruangrong, s'échappant de l'hôtel en s'encordant puis en se laissant glisser le long de la façade de l'hôtel. Il a été ensuite accueilli par des centaines de « rouges » massés devant l'établissement.

S'exprimant avec un mégaphone, Arisman leur a déclaré qu'il avait échappé à une tentative d'assassinat. Un policier « a essayé de me tuer. Il y avait deux bombes dans ma chambre », a-t-il

affirmé. Arisman fait partie des leaders contre lesquels le pouvoir a lancé la semaine dernière des mandats d'arrêt. Le gouvernement thaïlandais lance une opération pour arrêter des leaders des « chemises rouges »

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 16.04.10 | 08h16 • Mis à jour le 16.04.10 | 08h55

---